

## Côte d'Ivoire: fin du recensement, préalable à l'élection présidentielle

ABIDJAN (AFP) - Le recensement électoral, préalable au scrutin présidentiel prévu le 29 novembre et censé mettre un terme à la crise dans laquelle la Côte d'Ivoire est plongée depuis 2002, s'est achevé mardi, a annoncé la Commission électorale indépendante (CEI).



Le président ivoirien Laurent Gbagbo, le 23 février 2009 à Abidjan (© AFP/Archives - Kambou Sia)

"La date du 30 juin (pour la clôture du recensement) est la dernière date, il n'y a pas de prorogation", a déclaré à la presse le président de la CEI, Robert Beugré Mambé.

Interrogés par l'AFP, les services du Premier ministre ont confirmé qu'une nouvelle prolongation du processus lancé le 15 septembre 2008 pour une durée initiale de 45 jours n'était "pas à l'ordre du jour".

La CEI va maintenant passer à la phase de "traitement" des données pour "identifier les doublons" et "corriger les erreurs techniques" avant la publication de la liste électorale, a expliqué M. Mambé.

La fin du recensement au 30 juin avait été décidée par les principaux leaders ivoiriens, dont le président Laurent Gbagbo et le Premier ministre Guillaume Soro, lors d'une réunion le 18 mai à Ouagadougou autour du médiateur, le chef de l'Etat burkinabè Blaise Compaoré.

L'"identification" vise à actualiser la liste électorale de 2000, date de la dernière présidentielle, pour les Ivoiriens en âge de voter (à partir de 18 ans), et à fabriquer pour ceux de plus de 16 ans des cartes nationales d'identité, qui ne sont plus délivrées depuis 1999.

La semaine dernière, M. Soro avait indiqué que 6,2 millions d'Ivoiriens avaient été inscrits, sur une population estimée à 15 millions de citoyens.

La dernière liste électorale, qui avait servi pour le scrutin de 2000 remporté par M. Gbagbo, comptait environ 5,5 millions d'inscrits.

Mardi, des foules se pressaient devant les centres d'inscription à Abidjan et Bouaké (centre), les deux principales villes du pays, et exprimaient leur inquiétude de ne pouvoir être "enrôlées" avant la clôture en fin d'après-midi, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Très sensible en Côte d'Ivoire, où nombre d'habitants sont dépourvus de papiers d'identité, la question de l'identité est considérée comme l'une des origines de la crise dans le pays.

L'ex-rébellion des Forces nouvelles (FN) avait d'ailleurs fait de la délivrance de papiers d'identité, en particulier pour les populations du nord, la raison principale de son coup d'Etat manqué de septembre 2002.

Plusieurs fois prolongée en raison de retards imputés à des difficultés techniques et financières, l'"identification" est un volet crucial de l'accord de paix de Ouagadougou, signé en mars 2007 et complété fin 2008, entre le président Gbagbo et les ex-rebelles.

L'accord prévoit également la tenue d'une élection présidentielle qui, sans cesse repoussé depuis la fin du mandat de M. Gbagbo en octobre 2005, est désormais prévue le 29 novembre.

Cette date est "réaliste", a répété le Premier ministre ces dernières semaines, avertissant que la situation serait "intenable" en cas de nouveau rendez-vous manqué.